

Mercredi 13 Mai 2009

## **social - économie**

### **Les principaux points du rapport Cotis**

Le partage de la valeur ajoutée a évolué en défaveur des rémunérations du travail. La part des salaires s'établissait à 67 % en 2007, le reste allant aux profits.

Le rapport retient surtout la « stabilité » de ce partage sur les deux dernières décennies. Mais les données portant sur une longue période montrent que, en prenant les années soixante pour point de comparaison les salaires ont perdu du terrain dans le partage de la richesse créée : environ 3 points, soit quelque 60 milliards d'euros.

La croissance des salaires nets est « extrêmement faible » depuis vingt ans, reconnaît le rapport. En partie responsable, la montée de l'emploi précaire (de 5,4 % en 1982, les CDD, intérim et autres formes atypiques d'emploi sont passés à 12,6 % en 2006), qui réduit les durées rémunérées. Mais Jean-Pierre Cotis livre une autre « explication » : la «

hausse de la part des salaires qui va au financement de la protection sociale » (les cotisations sociales salariales ont été multipliées par 3 en vingt ans), ce qui « conduit à un écart substantiel entre dynamique

du salaire superbrut et salaire net ». S'il veut bien relever que la Sécurité sociale « contribue positivement aux conditions de vie, » le rapport n'en sert pas moins, ainsi, la campagne du MEDEF et de Nicolas Sarkozy faisant de la baisse des « charges » sociales le seul moyen d'augmenter les salaires nets.

Les inégalités salariales sont pointées. Les plus fortes hausses de rémunération ont été, depuis dix ans, pour les 1 % ou les 1 pour mille les mieux payés. Le rapport relève que la croissance des salaires a été plus rapide en bas de l'échelle du fait des revalorisations du SMIC, et qu'elle a été « étale » entre les 10 % les moins bien payés et les 10 % les mieux

lotis. En découle un « sentiment de déclassement relatif du salarié médian », à la fois « rejoint par le bas de l'échelle » et « distancé » par l'extrémité haute.

La répartition des profits a aussi sensiblement évolué. La part des revenus versés au capital (36 % actuellement) a augmenté, au détriment des investissements (57 %). Les entreprises se sont désendettées depuis le milieu des années quatre-vingt mais elles ont consacré une plus grande part des richesses à rémunérer les détenteurs du capital. Les dividendes nets versés aux actionnaires ont plus que doublé entre 1993 et 2007 : de 7,1 % à 16,3 % des profits. Les investissements, qui représentaient 17,3 % de la valeur ajoutée en 1999, ne pèsent plus que 12,7 % maintenant.

**Y. H.**